

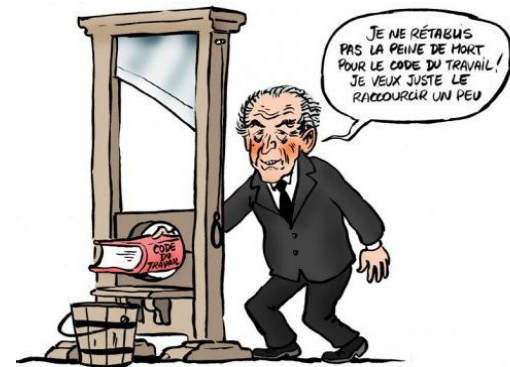
*Les retouches, les menaces
ne changent rien*

RETRAIT DU PROJET DE LOI TRAVAIL



Disons-le clairement, les annonces faites par le 1^{er} Ministre, ses menaces sur le droit de manifester, les 49-3, ..., ne changent rien au fait que sa Loi reste mauvaise vis-à-vis des salariés.

L'article 2 du projet de loi est clair : il s'agit de réécrire totalement le code du travail d'ici deux ans afin que celui-ci repose sur les 61 principes du rapport Badinter. Il ne s'agit pas de rendre le code du travail plus lisible comme on l'entend parfois dans les médias, mais



Un projet de loi qui transforme le code du travail en simple code de bonne conduite des entreprises !

de limiter son contenu à quelques grands principes.

Ce que le gouvernement oublie de dire clairement c'est qu'il ne prévoit aucune sanction pour les employeurs en cas de non-respect de ces grands principes. Pourquoi ? Parce que la mise en œuvre de ces grands principes dépendrait d'accords de branches et/ou d'accords d'entreprises.

Aujourd'hui, par exemple, le dépassement de la durée maximale du travail expose un employeur à une amende de 750 € par infraction. Demain, avec un temps de travail défini par accord collectif, il ne sera plus possible de sanctionner les employeurs délinquants.

C'est la fin du code du travail tel que nous le connaissons avec des règles précises applicables sur l'ensemble du territoire national, dans toutes les branches professionnelles, applicables en grande partie quel que soit le niveau d'effectif et un système de sanction associé. Le projet Hollande - Valls - El Komri - Gattaz détruit ce socle commun en généralisant le principe selon lequel les accords collectifs, de branches ou d'entreprises peuvent déroger au code du travail de manière défavorable aux salariés.



Des négociations collectives sans pression du patronat ?

Gouvernement, patronat et syndicats dits « réformistes » cherchent à nous faire croire que la négociation collective, branche par branche, entreprise par entreprise, établissement par établissement serait la solution pour obtenir à la fois le maintien des emplois et des garanties collectives de haut niveau.

C'est oublier que ces négociations ne sont jamais loyales avec un patronat qui n'hésite pas à menacer de la fermeture d'un site pour exiger la signature d'un accord supprimant des acquis et étendant la flexibilité. Cette pression existe à tous les niveaux, du salarié à qui on met la pression pour signer un avenant à son contrat, au délégué syndical d'entreprise pour signer un accord sur le temps de travail et même au niveau des négociations nationales interprofessionnelles



Les travailleurs ne peuvent qu'être perdants avec des accords qui peuvent déroger défavorablement au code du travail.

Amplifions la mobilisation pour obtenir le RETRAIT du projet

Réécriture complète du code du travail, inversion de la hiérarchie des normes, assouplissement de la durée du travail, extension de la modulation, baisse de la majoration des heures supplémentaires, licenciements économiques facilités, transformation du rôle de la médecine du travail... les raisons de nous mobiliser contre ce texte ne manquent pas.

Le gouvernement est fragilisé par le regain des mobilisations, notamment du 19 Avril, il n'a plus de majorité au Parlement et y va du 49-3, il menace, s'affole ...

Les politiques mises en œuvre ces dernières années ont eu pour résultats :

- De faire travailler ceux qui ont un emploi plus longtemps pour obtenir le droit de partir à la retraite empêchant ainsi aux jeunes de rentrer sur le marché du travail
- De faciliter les licenciements économiques de ceux qui ne supportent plus leurs conditions de travail (inaptitude, rupture conventionnelle...)
- De supprimer des milliers de postes, dans le privé comme dans le secteur public.

NON À LA CASSE DU CODE, RETRAIT DE LA LOI TRAVAIL !

C'est TOUS ENSEMBLE par la grève, par les manifestations que nous gagnerons.

Diminuer la durée du travail en imposant les embauches correspondantes, abroger les lois retardant l'âge de la retraite permettrait la création de centaines de milliers d'emplois en CDI ou sous statut pour nos jeunes.

Nous mettons toutes nos forces pour réussir la grève du 26 Mai. Les salariés, du privé comme du public doivent être massivement en grève pour des arrêts de production et rejoindre les jeunes et retraités dans les manifestations.

Si Hollande et Valls persistent à ne rien entendre de ce qui vient du Pays, alors nous continueront , comme le font les Cheminots, les Routiers, ceux du Pétrole ...

- ✓ Faciliter les licenciements et précariser les salariés
- ✓ Renforcer les droits des travailleurs, améliorer leur protection sociale
- ✓ Renforcer la flexibilité, mettre en cause la hiérarchie des normes
- ✓ Diminuer la durée du travail et augmenter les salaires

**C'EST NON !
C'EST OUI !
C'EST NON !
C'EST OUI !**

Ce projet n'est ni amendable, ni négociable !

**Ce jeudi 26 mai à partir de 11h30, place Félix Poulat à Grenoble, départ manifestation à 14h.
La CGT Soitec appelle à 3h de débrayage mini. pour s'y rendre**